



Londres : Les cours du pétrole se maintenaient à la hausse lundi en fin d'échanges européens, le marché craignant que la guerre en Syrie ne dégénère en un conflit plus large au Moyen-Orient et n'impacte sur l'offre du brut de cette région.

Vers 16H00 GMT (18H00 HEC), le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août valait 106,08 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 15 cents par rapport à la clôture de vendredi. Le Brent a atteint lundi 106,67 dollars, son niveau le plus élevé depuis le 4 avril.

Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) pour la même échéance gagnait 26 cents, à 98,11 dollars. La référence américaine a marqué lundi un nouveau plus haut en neuf mois, à 98,74 dollars.

"La peur qu'une intervention occidentale en Syrie augmente les risques d'un conflit plus large au Moyen-Orient a poussé à la hausse le prix du Brent", constatait Julian Jessop, économiste en chef du cabinet Capital Economics.

Les cours du pétrole ont été poussés à des plus hauts depuis plusieurs mois dès la fin de la semaine dernière, suite à l'annonce que les États-Unis étaient désormais prêts à apporter leur aide aux rebelles syriens.

Ayant obtenu la certitude de l'utilisation d'armes chimiques par le régime syrien, les États-Unis s'apprêtent à emboîter le pas de Paris et Londres, qui ont fait lever l'embargo européen sur les armes fin mai et plaident en faveur d'une aide accrue aux rebelles syriens.

Ainsi que le soulignaient les analystes de Saxo Banque, "les investisseurs craignent une escalade du conflit et un risque d'embrasement plus général de la région", alors que les Russes soutiennent de leur côté le président syrien Bachar al-Assad.

Le président russe Vladimir Poutine devait d'ailleurs rencontrer son homologue américain Barack Obama, lundi en fin d'après midi lors du sommet du G8 en Irlande du Nord, pour échanger sur le dossier syrien, bien que les pays occidentaux aient peu d'espoir de parvenir à une position commune avec la Russie sur ce sujet.

Une escalade des tensions ne mènerait pourtant pas forcément à une hausse continue du prix

du baril, jugeait Julian Jessop, économiste de Capital Economics.

Pour M. Jessop, les vastes réserves stratégiques détenues par les États-Unis et ses alliés pourraient atténuer l'impact de ces tensions sur le marché du pétrole.

De plus, "l'élection d'un président relativement réformiste en Iran fournit un peu d'espoir qu'une autre source de risques géopolitiques se dissipe bientôt", poursuivait Julian Jessop.

"Le moindre succès dans l'apaisement sur le dossier nucléaire diminuerait substantiellement la prime de risque géopolitique (et donc in fine le prix du pétrole, ndlr)", abondaient les experts de JBC Energy.

Les Occidentaux ont imposé un embargo financier et pétrolier à l'Iran, qu'ils soupçonnent de vouloir se doter de l'arme nucléaire sous couvert d'un programme civil.

Cet embargo a fait drastiquement chuter les exportations iraniennes de brut. Celles-ci se sont établies à 1,39 million de barils par jour (mbj) le mois dernier, contre 2,4 mbj début 2012, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

Enfin, les opérateurs attendaient avec impatience la réunion du Comité de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed) mardi et mercredi, à l'issue de laquelle le président Ben Bernanke devrait s'exprimer sur la longévité de son programme de soutien à l'économie américaine.

"Le moindre indice sur la réduction des largesses monétaires (de la Fed) donnerait des arguments aux opérateurs qui parient sur une baisse" du prix du pétrole, expliquaient les experts de JBC Energy.

Les injections massives de liquidités de la Fed dans le système financier américain ont tendance à stimuler les investissements dans les actifs risqués, tels que le pétrole.

rp

(AWP / 17.06.2013 18h37)